

PCF

## BANDE DE GAZA UNE TERRIBLE RÉALITÉ

La rencontre-débat organisée jeudi dernier à Lens a permis de se rendre compte de la désolation qui régnait sur ce petit territoire après 23 jours d'agression israélienne.



Suite de la page 6 ▼

Le vote du 7 juin doit permettre de renverser la vapeur en Europe, en exigeant la réappropriation publique des acteurs des télécommunications», estime Fabien Pavot, de la CGT de La Poste. «Pour s'opposer aux directives de libéralisation des services publics, il n'y a pas 36 solutions : l'UMP est pour, le Parti socialiste européen s'est abstenu. Un vote de colère ne suffira pas. Seul le Front de gauche offre une perspective politique», explique de son côté Loïc Pen, médecin-urgentiste à Creil (Oise). «Nous avons besoin de députés européens qui fassent entendre les salariés», lui fait écho un syndicaliste de Total.

En filigrane de toutes ces interventions, on a pu ressentir comme une mise en garde contre toute tentative d'aller en ordre dispersé aux élections du 7 juin. Il est évident qu'avec le développement des luttes et les mouvements sociaux, en France et en Europe, le vote du 7 juin sera une nouvelle occasion de faire entendre la colère et la volonté de choix en rupture avec l'Europe et ses divers traités dont celui de Lisbonne.

Des exigences relayées par les différents orateurs du PCF, du Parti de gauche et de la Gauche unitaire issue du NPA, salués par les «Tous ensemble !» du public. Alain Bocquet, député communiste du Nord, a souligné «l'urgence d'une loi pour interdire les licenciements boursiers», avant de lancer un appel à «tous les électeurs, quel qu'ait été leur vote au référendum de 2005, pour faire reculer les choix libéraux» en Europe. Son homologue du Parti de gauche, le député ex-PS du Nord, Marc Dolez, fustigeant le ralliement de la social-démocratie au traité de Lisbonne, a souhaité la levée d'une «dynamique citoyenne» comparable à celle de 2005 en faveur du seul «vote utile pour proposer et s'opposer au libéralisme». Quant à Michelle Ernis, de la Gauche unitaire, refusant la «ligne de fermeture» du NPA, elle voit dans le Front de gauche la seule offre de «débouché politique» aux luttes, tout en «assumant (nos) différences».

**Pour une société plus juste,  
plus démocratique,  
plus solidaire**

Concluant le meeting, Jacky Hénin a retracé brièvement les cinq ans de son mandat au parlement européen. Cinq ans de bataille, avec les salariés de l'automobile, du textile, de la chimie, de la pêche, des secteurs portuaires, de la distribution, avec les travailleurs de la terre, avec les salariés des services publics, des transports, de l'énergie, de tous les secteurs qui font de cette grande région un creuset exceptionnel du savoir faire de la France.

Jacky Hénin a estimé jouable de décrocher un deuxième siège dans la circonscription : «Gagner, nous le pouvons, parce qu'un formidable besoin de changement est en train de secouer notre pays.» Puis il a mis en garde : «N'écoutez pas ceux qui vous disent que ces élections et le Parlement européen ne servent à rien. Le problème du Parlement européen, ce n'est pas ses pouvoirs, c'est qu'il se trouve en son sein une majorité de députés pour voter les directives libérales. (...) Le temps n'est pas à gaspiller son vote. Utile, le vote pour les listes du Front de gauche le sera parce que nous avons un grand groupe, peut-être pas par le nombre mais par la combativité.» Une combativité illustrée ces cinq dernières années par les batailles contre le traité constitutionnel et le traité de Lisbonne, ou encore contre la directive Bolkestein. Le Zénith de Lille a été révélateur d'une dynamique qui ne demande qu'à s'amplifier. Pour mener la grande bataille citoyenne qui commence et où les communistes doivent prendre toute leur place, on pourra ce référer à deux formules qui expriment comme une évidence la conviction partagée par une grande partie du monde du travail. Celle de Marie-George Buffet qui se traduit par cette invitation : «Quand on est de gauche, on vote pour le Front de Gauche». Et celle du syndicaliste cheminot Didier Le Reste qui claque au vent comme un drapeau rouge : «Ensemble dans les luttes, ensemble dans les urnes».

Jean-Michel Humez



**P**LUSIEURS dizaines de personnes, dont une bonne partie de jeunes, ont écouté avec beaucoup d'intérêt l'intervention de Fernand Tuil,

responsable de l'association des jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises. Auparavant, Hervé Poly, responsable de la Fédération du Pas-de-Calais du PCF insista sur la nécessité de telles initiatives car «il faut absolument parler des gens qui sont dans les camps». Il revint brièvement sur les conséquences cruelles pour la population de ces 23 jours d'agression israélienne : «Le massacre est encore très présent dans les esprits et l'objectif du PCF est de faire en sorte que la vérité puisse déboucher sur une condamnation internationale du gouvernement d'Israël.

Parallèlement, nous devons développer la solidarité envers les habitants de Gaza qui comptent parmi les leurs plus de 1300 morts, dont 437 enfants de moins de 16 ans et 100.000 personnes sans logis».

Les propos tenus ensuite par Fernand Tuil furent d'autant captivants et émouvants que celui-ci faisait partie de la délégation de personnalités dont Francis Wurtz, député européen PCF qui se sont rendues sur place au lendemain du cessez-le-feu.

Pour voir, écouter et recueillir les témoignages de trois semaines d'une guerre qui s'apparente à l'écrasement d'une population, Fernand Tuil, militant communiste à Montataire, ne découvre pas la réalité de la situation dans la bande de Gaza car cela fait de nombreuses années qu'il s'occupe de cette association de jumelages mais ce qu'il vient de constater sur place est pire que tout. «Il n'y a pas de mots pour décrire ce qui s'est passé» explique-t-il avec beaucoup d'émotion.



La description est terrible. La bande de Gaza compte un habitant au mètre carré. Outre les morts dont a parlé Hervé Poly, il faut ajouter les dégâts perpétrés par cette offensive qui s'avère comme la plus meurtrière depuis 1967.

Des dispensaires, des hôpitaux, des ambulances, des écoles et un convoi humanitaire de l'ONU ont été bombardés par l'armée israélienne. Les bombardements rendent difficile l'acheminement d'une aide dont un million et demi de Palestiniens ont le plus urgent besoin et dont 750.000 réfugiés dépendent exclusivement. Chaque famille vit avec 75 centimes d'euros par jour. La situation humanitaire est donc intolérable. La population est privée de tout : d'eau potable, d'électricité, de soins, de médicaments, de vivres... La situation sanitaire est insoutenable alors même que, déjà avant l'offensive israélienne, les ONG déplorait une situation qui n'avait jamais été aussi catastrophique du fait du blocus. De même, la banque mondiale, l'ONU, le Bureau international du travail, l'affirment d'une seule voix : le bouclage et la fragmentation des territoires sont les principales entraves aux activités économiques en Palestine. Pis, depuis qu'Israël a choisi de bâtir le «mur de séparation» et a refermé ses portes aux travailleurs palestiniens. Remplacés notamment par les migrants russes, quelques

100.000 Cisjordaniens et Gazaouis ont grossi les rangs des chômeurs, soit environ un cinquième de la main d'œuvre palestinienne.

Actuellement, un tiers des habitants arabes des territoires occupés n'ont plus aucune activité rémunérée, ne serait-ce qu'à temps partiel.

### Crimes contre l'humanité

Avant de développer sur les perspectives, Fernand Tuil revient sur les exactions commises par l'armée israélienne. L'offensive militaire menée contre la bande de Gaza a été d'une ampleur rarement atteinte.

Les victimes civiles étaient chez elles ou allaient à l'école. Les israéliens ont utilisé des armes au phosphore, une manière de s'assurer que des mutilations dures et durables seront causées. Un tiers des terres cultivables ont été détruites par des bulldozers.

Concernant l'avenir, il est évident pour Fernand Tuil que ce qui doit dominer c'est l'exigence de traiter le fond du problème c'est à dire la question de la Palestine.

Pour toutes ces raisons, le moment n'est pas seulement celui de l'aide humanitaire et de la reconstruction mais également la reconstruction d'une perspective, à l'engagement d'un nouveau processus politique. À défaut, c'est une prochaine guerre qui sera en préparation. La France et l'Europe sont devant leurs responsabilités.

Le débat qui suivit aborda plusieurs thèmes comme le rôle du FATAH et du Hamas, la future politique internationale d'Obama, le problème des ressources d'eau...

Fernand Tuil va revenir dans le bassin minier dans les prochaines semaines ayant rendez-vous dans plusieurs localités.

J.M. H.

### ILS ONT BESOIN DE NOUS

Près de quinze mille euros ont été collectés par l'association de Fernand Tuil depuis un mois, dans le cadre de la campagne «Solidarité Gaza». Les besoins sont considérables. Chèques à l'ordre de «AJPF» à envoyer à l'adresse suivante : AJPF - Mairie de Montataire - 60160 Montataire. D'autre part, les 28 et 29 mars, à Paris, Porte Saint-Denis, se tiendra la 2<sup>ème</sup> conférence internationale sur les réfugiés, qui représentent plus des deux tiers des Palestiniens. Plusieurs personnalités y participeront tels Francis Wurtz, Jacky Hénin et des élus des villes jumelées avec des villes palestiniennes. 03.44.64.44.04.